



Rencontre du Président de la République avec les représentants du secteur bancaire et financier français

Le Président de la République, M. Nicolas Sarkozy, a réuni le 25 août 2009 les représentants du secteur bancaire et financier en présence du Premier Ministre, du Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, du Gouverneur de la Banque de France et du médiateur du crédit pour faire le point sur le financement de l'économie et sur les engagements pris par les banques dans le cadre du plan de financement de l'économie. Cette rencontre a été également l'occasion de préparer les prochaines rencontres internationales dont le G20 de Pittsburgh et d'évoquer la question de la rémunération des opérateurs de marché dans les banques. Sur cette problématique, un dispositif s'articulant autour de trois points sera mis en œuvre : un renforcement de la gouvernance, le renforcement de la transparence et la mise en place d'un système de bonus malus.

Cette réunion a donné lieu à des échanges sur la liquidité et le financement de l'économie. Le Président de la République a rappelé les conséquences néfastes de tout resserrement du crédit sur le redémarrage de l'activité économique.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Observatoire du crédit

En juin 2009, les encours de crédit à l'économie distribués par les banques signataires d'une convention avec l'Etat ont progressé de 4 % par rapport à juin 2008 et de 1,4 % par rapport à septembre 2008. Les crédits aux particuliers ont augmenté respectivement de 5,3 % et 2,0 % sur la même période et ceux en faveur des PME de 1,2 % et de 0,7 %.

Les données sont disponibles en téléchargement sur :

http://www.minefe.gouv.fr/themes/secteur_bancaire_financier/banque/observatoire_credit.html

Médiation du crédit aux entreprises

Entre le 16 juillet et le 16 août 2009, le dispositif de la médiation du crédit a reçu 1 129 dossiers contre 1 192 entre le 17 juin et le 15 juillet, portant à 15 174 le nombre de dossiers déposés en médiation depuis le lancement du dispositif.

En données cumulées, le nombre de dossiers acceptés en médiation (12 921) est supérieur à 85 % mais le taux d'éligibilité de la période est en retrait (79 % contre 89 % en juin/juillet) : ceci s'explique par le rodage du dispositif impliquant les tiers de confiance mais aussi par le retour vers les entreprises de dossiers incomplets.

Au total, le dispositif de la médiation a permis de conforter près de 6 633 entreprises de toutes tailles dans leur activité, de débloquer 1,39 milliard d'euros de crédits et de préserver 141 546 emplois en France.

Le rapport est disponible en téléchargement sur : <http://www.mediateurducredit.fr>

Publications

1 - Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) : rapport annuel 2008

Le rapport est disponible à l'adresse suivante : http://www.banque-france.fr/fr/supervi/agrement/rapport/rapport_2008.htm

2 - GAFI : rapport annuel 2008/2009

Le rapport est disponible sur : <http://www.fatf-gafi.org>

3 - Observatoire des crédits aux ménages : enquête sur les facteurs de fragilité des ménages

Les résultats de l'enquête sur les tendances de crédit aux ménages et les facteurs de fragilité sont disponibles sur <http://www.fbf.fr> page la banque des particuliers - crédit - observatoire des crédits

Nomination

M. Baudouin Prot, administrateur directeur général de BNP Paribas, a été nommé président de la Fédération bancaire française (FBF) pour une durée d'un an à compter du 1^{er} septembre 2009, en remplacement de M. Georges Pauget, directeur général de Crédit Agricole SA.

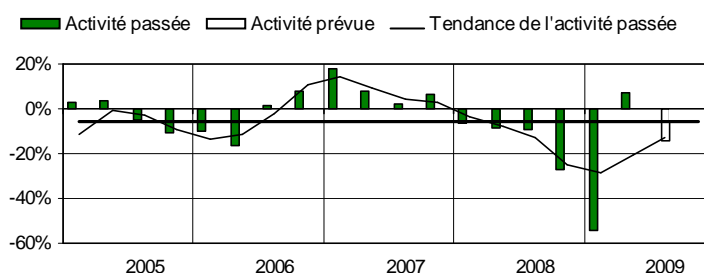
SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Point d'étape sur la conjoncture économique et financière au premier semestre 2009

Après une année 2008 marquée par un ralentissement continu de la conjoncture dans les secteurs que sont le BTP, l'industrie agroalimentaire et le tourisme, les perspectives pour 2009 restent pessimistes. Bien que les différents indicateurs disponibles montrent une activité économique en progression au deuxième trimestre par rapport à un début d'année marqué par un très fort repli, cette amélioration apparaît comme une forme de rattrapage partiel de l'activité « perdue » au premier trimestre, l'évolution sur un an restant négative en règle générale.

Le nombre de demandeurs d'emplois est en progression de 5,5% à fin juin en glissement annuel. Les offres d'emplois d'une durée minimale d'un mois (1 à 6 mois et plus de 6 mois) diminuent tandis que les emplois occasionnels (moins d'un mois) sont en hausse. A la fin du mois de juin, l'encours des crédits à la consommation (y compris comptes ordinaires débiteurs) poursuit la baisse amorcée au premier trimestre 2009 (-0,9 % à fin juin en glissement annuel après -2,9%¹ à fin mars). Concernant l'investissement des entreprises au deuxième trimestre 2009, le nombre d'attestations du Consuel sur les locaux commerciaux et industriels affiche une progression de 83,5 % par rapport au premier trimestre mais ressort en retrait de 33,3 % sur un an. Les importations de biens d'équipement enregistrent également une baisse en glissement annuel (-23 %).

Tendance de l'activité économique



Source : Enquête de conjoncture économique du deuxième trimestre 2009 de l'IEDOM

Evolutions sectorielles

Le secteur du BTP affiche un volume d'affaires médiocre au deuxième trimestre 2009. Les ventes de ciment s'inscrivent en progression sensible en variation trimestrielle (+58,4% au 2^{ème} trimestre 2009) mais chutent de 7,3% sur un an. Compte tenu d'une haute saison manquée, le bilan de l'activité touristique depuis le début de l'année reste bien en deçà des résultats obtenus ces trois dernières années. Dans l'hôtellerie, le nombre moyen de nuitées sur le semestre diminue de 35,4 % par rapport à 2008 et le taux d'occupation moyen des chambres enregistre une baisse de 9,3 points. Le trafic de passagers hors transit à l'aéroport Guadeloupe-Pôle Caraïbes est en recul de 16,7 %. Pour les croisiéristes, la baisse est de 7 %. Du fait du retard dans le démarrage de la récolte des cannes et de la pluviométrie abondante, les résultats de la campagne 2009 sont décevants. Au total, 634 318 tonnes de cannes ont été broyées (+1,9 % par rapport à 2008, -13,4 % par rapport à 2007), alors que les prévisions s'élevaient à 775 000 tonnes. La richesse saccharine s'établit à 7,59 pour la Guadeloupe continentale et à 9,44 pour Marie-Galante, engendrant une baisse de 12,4 % de la production de sucre sur un an. Celle-ci s'élève à 55 601 tonnes à la fin de la campagne sucrière. Enfin, le commerce fait état d'une activité en berne, induite par la morosité de la consommation des ménages.

Vulnérabilité accrue et attentisme des agents économiques

Dans ce contexte, les chefs d'entreprises interrogés par l'IEDOM, affichent un certain pessimisme dans l'ensemble des secteurs quant aux perspectives économiques et à l'évolution de leurs effectifs pour la seconde moitié de l'année 2009. Aussi ils affirment un comportement attentiste, en gelant ou en reportant les investissements programmés. Par ailleurs, dans la continuité de la tendance observée fin 2008, la vulnérabilité des agents économiques s'est aggravée depuis le début de l'année. En cumul annuel à fin août, les dossiers de surendettement déposés et les retraits de carte bancaire ressortent en hausse respectivement de 8,7 % et 31,9 % par rapport à 2008. A fin août, les interdictions bancaires des personnes physiques et morales progressent respectivement de 2,6 % et 5 % (en glissement annuel).

La mobilisation de tous les acteurs vise à atténuer les effets de la crise. D'une part, l'État et les collectivités, à travers le plan Corail et le plan de relance, conjuguent leurs efforts pour soutenir l'activité économique. D'autre part, les entreprises s'ajustent en réduisant leur voilure et en vendant leurs stocks. Enfin, les banques jouent leur rôle vis-à-vis des entreprises en maintenant une croissance positive des encours de crédits d'investissement (+3,3 %¹ à fin juin en glissement annuel).

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

La médiation de crédit en Guadeloupe

Au 27 août 2009, 66 entreprises ont saisi la médiation départementale du crédit. 40 dossiers complets et respectant les critères de la médiation ont été acceptés, soit un taux d'éligibilité de 61 %. Parmi ces dossiers, 22 ont été instruits jusqu'à terme, dont 11 ayant obtenu un avis favorable sur l'obtention d'un financement. Le taux de succès sur la phase d'instruction s'établit ainsi à 50 %. Depuis son lancement en novembre 2008, le dispositif de médiation a permis de débloquer 13,4 millions d'euros de crédit et de préserver 1 521 emplois.

4 sites nationaux pour s'informer sur les soutiens offerts aux entreprises confrontées à des difficultés.

www.nosentreprisesnosemplois.gouv.fr : informe sur les mesures d'aide au financement des PME.

www.entreprises.minefi.gouv.fr : présente les derniers éléments du plan de soutien au financement des PME et les noms et coordonnées des correspondants du réseau "Bercy au service des entreprises et de l'emploi" de chaque département.

www.plansoutienpme.oseo.fr : fournit tous les renseignements sur l'action d'Oseo pour faciliter le financement de la trésorerie et des investissements.

www.mediateurducredit.fr : informe sur la mission du médiateur du crédit et sur la procédure à suivre pour constituer un dossier de médiation.

¹ Uniquement zone d'émission (établissements de crédit installés localement).

Revalorisation de 20 % de la prestation d'aide à la restauration scolaire

Eric Woerth, Ministre du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat, Marie-Luce Penchard, Secrétaire d'Etat à l'Outre-Mer et Nadine Morano, Secrétaire d'Etat de la Famille et de la Solidarité, ont signé un arrêté relatif à la revalorisation de 20 % de la prestation d'aide à la restauration scolaire attribuée par les Caisses d'allocations familiales aux établissements scolaires des DOM. En contrepartie, les établissements scolaires s'engagent à offrir aux élèves plus de 50 % des produits issus de l'agriculture locale et à réduire les tarifs pour les familles. Le montant de la dotation affectée au financement de ce dispositif pour 2009 s'élève à 61,2 millions d'euros, soit une augmentation de près de 5 millions d'euros par rapport à 2008.

La question des prix des carburants dans les DOM

La secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, s'est rendue en Martinique et en Guadeloupe les 1^{er} et 2 septembre afin d'évoquer la question du prix des carburants. En Guadeloupe, Mme Marie-Luce Penchard a présidé la réunion de l'Observatoire départemental des prix auquel elle a soumis une nouvelle grille de fixation du prix des carburants. A l'issue de la réunion, la secrétaire d'Etat a souligné la nécessité de sortir du gel des prix des carburants, décidé lors de la crise sociale en début d'année.

Un nouveau directeur pour l'IEDOM Guadeloupe

L'agence de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer de Guadeloupe (IEDOM) a un nouveau directeur. Il s'agit de M. Charles Apanon. Il succède à M. Luc Le Cabellec.

Publications

Les rapports annuels 2008 de l'IEDOM pour la Guadeloupe, la collectivité de Saint-Barthélemy et la collectivité de Saint-Martin ainsi que le bulletin trimestriel de conjoncture économique du deuxième trimestre 2009 sont disponibles sur www.iedom.fr.

ACTUALITE REGIONALE

Bilan économique et financier 2008 de Saint Martin et Saint-Barthélemy

En 2008, l'économie de Saint-Barthélemy qui repose sur les deux secteurs-clés que sont le tourisme haut de gamme et le secteur immobilier a été caractérisée par un ralentissement de l'activité lié directement à la crise économique américaine. Toutefois, cette baisse d'activité intervenant après une période de surchauffe (envolée des prix des terrains et des loyers), l'année 2008 apparaît comme une phase de correction conjoncturelle du marché nécessaire au maintien de l'équilibre économique et social de l'île. L'activité de crédit s'est maintenue à un rythme de croissance soutenu sur l'année alors qu'on observe un ralentissement de la croissance des actifs financiers de la clientèle des établissements de crédit.

La collectivité de Saint-Martin, fortement tournée vers le tourisme, a également subi les effets de la crise économique américaine en 2008. Cependant, malgré la tendance à la baisse de la plupart des indicateurs économiques disponibles, l'économie saint-martinoise a fait preuve de résistance au cours de l'année. En dépit de l'orientation défavorable du climat des affaires et l'approfondissement de la crise financière, le rythme de croissance de l'activité de crédit s'est accéléré alors que les actifs financiers de la clientèle des établissements de crédit de la collectivité sont restés stables sur un an.

PRINCIPAUX INDICATEURS

		Données brutes	Var. Mens.	Gliss. Ann.	
REFERENCE	Indice des Prix à la consommation - juillet 2009	119,0	-0,3%	-0,3%	
	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A - juillet 2009	48 800	0,1%	6,6%	
	Commerce extérieur - chiffres provisoires				
	Exportations - (millions €) - Juin 2009	19,9	117,7%	-7,9%	
	- Cumul annuel	56,6	-	-26,7%	
	Importations - (millions €) - Juin 2009	154,1	28,5%	-19,6%	
	- Cumul annuel	755,5	-	-27,1%	
	Consommation d'électricité - GWh - Août 2009	150,2	7,3%	4,4%	
	- Cumul annuel	1 105,3	-	-0,6%	
	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh - Août 2009	37,4	-16,3%	-1,6%	
- Cumul annuel	288,5	-	-4,3%		
VULNERA - BILITE	- Nombre de personnes physiques en interdit bancaire - Août 2009	23 669	-0,03%	2,6%	
	- Nombre de dossiers de surendettement déposés - Août 2009	31	-26,2%	72,2%	
	- Incidents de paiement sur effet - Juillet 2009	- Montant en milliers €	1 179,1	15,3%	-33,4%
		- Cumul	11 828,7	-	-5,2%
	- Nombre	141	13,7%	-15,1%	
	- Nombre de retraits (confiscations) de cartes bancaires - Août 2009	461	29,1%	1,8%	
- Cumul annuel	3204	-	31,9%		
SECTEURS D'ACTIVITE	TRANSPORTS				
	Trafic aéroportuaire				
	Nombre de passagers - (entrées + sorties) - Juillet 2009	184 639	38,9%	-0,6%	
	- Cumul annuel	1 016 475	-	-14,1%	
	Nombre de mouvements d'avions - (atterrissages + décollages) - Juillet 2009	2 384	16,8%	-8,9%	
	- Cumul annuel	14 903	-	-18,2%	
	Trafic portuaire (Cumul annuel) - chiffres provisoires				
	- Trafic net de marchandises (entrées + sorties) - Tonnes - Juillet 2009	1 522 405	-	-23,5%	
	- Nombre de passagers (entrées + sorties) - Juillet 2009	422 950	-	-11,9%	
	BTP				
Consommation globale de ciment (tonnes) - Juillet 2009	23 959	1,0%	-4,2%		
- Cumul annuel	130 266	-	-20,3%		
AGRI.					
Exportations de bananes (tonnes) - Juillet 2009	5 151	41,7%	7,9%		
- Cumul annuel	27 363	-	15,6%		

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

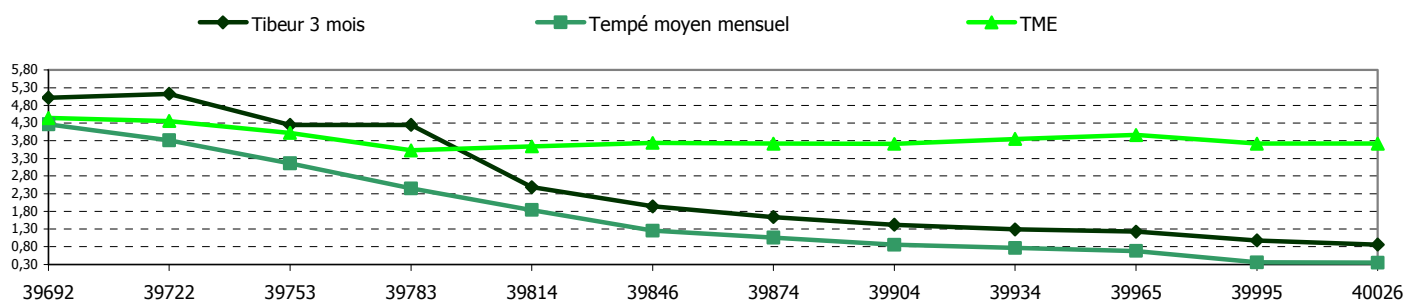
Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)			
ANNEE 2009	3,79%	JO du 11/02/09	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE 2008	3,99%	JO du 23/02/08	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%
							<i>* hors prime d'Etat</i>

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (août 2009)			
Mai	Juin	Juillet	Août	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,7649%	0,6831%	0,3537%	0,3458%	0,5090%	0,8610%	1,1160%	1,3350%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Mai	Juin	Juillet	Août	Mai	Juin	Juillet	Août
3,85%	3,96%	3,72%	3,60%	4,05%	4,16%	3,92%	3,80%

Taux de l'usure (applicable à partir du troisième trimestre 2009)					
Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		7,01%			
Prêts à taux variable		7,03%			
Prêts relais		7,03%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,59%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		20,63%	Découverts en compte (1)		13,45%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		9,43%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

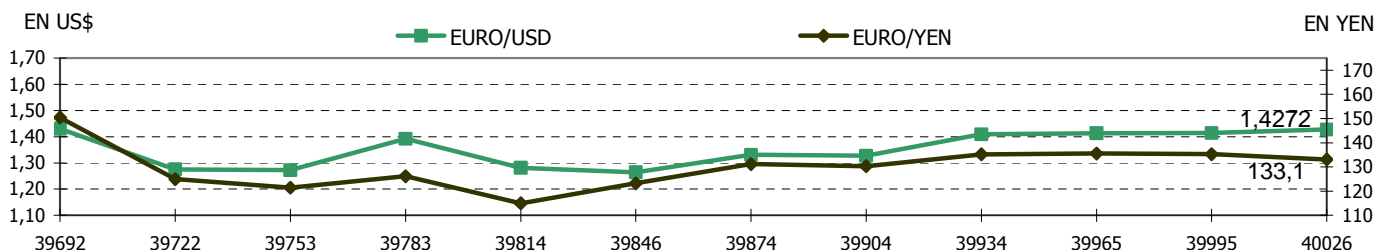
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4272	EURO/ZAR (Afrique du sud)	11,1136	EURO/SRD (Surinam)	3,91557
EURO/JPY (Japon)	133,1000	EURO/BWP (Botswana)	9,71038	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,55332
EURO/CAD (Canada)	1,5793	EURO/SCR (Seychelles)	18,6139	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,4088
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,88135	EURO/MUR (Maurice)	45,1380	EURO/BBB (La Barbade)	2,85288
EURO/SGD (Singapour)	2,0602	EURO/BRL (Brésil)	2,7089	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,02330
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,0620	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,06299	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2760,19	EURO/XCD (Dominique)	3,85138	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK